

# COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE DE LA TCNSE DU 10 JUIN 2024 –

10 H À 14 H

1.1

Membres	Présence	Membres	Présence	Membres	Présence
Joanne Aubé-Maurice (01) coprésidente	X	Lucie Cormier (09)	X	Amélie Desjardins-Tessier (17)	X
Jean-François Betala Belinga (02)	X	Rémi Simard (09)	X	Sylvie Ricard (17)	X
Philippe Robert (03)	X	Audrey Allard (10)	X	Catherine Dickson (18)	X
Andréa Fortin (03)	X	Éric Botuna-Eleko (10)	X	Christiane Thibault (INSPQ)	
Rébecca Berthiaume 03 (résidente)	X	Ariane Courville (11)	X	Félix Lamothe (INSPQ)	X
Maude-Amie Tremblay (04)	X	Mylène Drolet-Lévesque (12)	X	Jean-Bernard Gamache (INSPQ)	X
Alexandra Nadeau (05) remplacée par Marianne Favreau-Perreault	X	Sarah Vermette (12)	X	Yolaine Labbé (INSPQ)	X
Mélissa Généreux (05)	X	Stéphanie Susser (13)	X	Marie-France Boudreault (MSSS) coprésidente et animation	X
Anne Pelletier (06)	X	Élyse Brais (14)	X	Isabelle Demers (MSSS)	X
Catherine Verreault et Sidonie Pénicaut (06) (en après-midi seulement)	X	Gabrielle Bureau (15)	X	Stéphanie Jodoin (MSSS)	X
Guillaume Campagné (07)	X	Patrice Voyer (15)		Éric Lampron-Goulet (MSSS)	X
Lauranne Larose (07) remplacée par Marc-Antoine Tutt-Guérrette (07)	X	Élisabeth Lajoie (16)	X	Jean-Pierre Trépanier (TCNSP)	X
Stéphane Bessette (08)	X	Martine Vincent (16)	X		

**Invitée :** Olivia Roy-Malo (INSPQ) **Soutien :** Angèle-Anne Brouillette et Nicolas Lavallée

SUJETS	DISCUSSIONS ET DÉCISIONS
<p>1. Accueil, mot de bienvenue et objectifs de la rencontre</p> <p>1.0 Compte-rendu de la rencontre de la TCNSE du 9 avril 2024</p> <p>1.1 Résultats de l'évaluation de la rencontre du 9 avril 2024</p>	<p>Marie-France Boudreault, coprésidente, souhaite la bienvenue aux membres. Elle mentionne que la prochaine rencontre aura lieu à Québec <b>en présentiel seulement</b>. Elle présente les faits saillants de l'évaluation de la rencontre du 9 avril 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation à l'évaluation : 49 % ;</li> <li>• Déroulement, pertinence et clarté des sujets : 100 % de satisfaction ;</li> <li>• Score de satisfaction : 4.76 sur 5 ;</li> <li>• Contribution à l'avancement des idées : 47 % contre 53 % qui jugent qu'ils sont surtout observateurs ;</li> <li>• À maintenir : durée, animation, préparation, documentation, échanges ;</li> <li>• À améliorer : plusieurs jugent que c'est OK mais un aurait souhaité un retour sur l'éclipse ;</li> <li>• Plusieurs remerciements.</li> </ul> <p>Elle invite les gens à compléter les évaluations en plus grand nombre.</p>
<p>2. Atelier : tenir compte des impacts psychosociaux dans les projets et avis</p>	<p>Joanne Aubé-Maurice, coprésidente, présente le point, qui se décline en trois moments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation d'Olivia Roy-Malo, conseillère scientifique à l'INSPQ ;</li> <li>• Ateliers sur les impacts sociaux et psychologiques ;</li> <li>• Retour en plénière et période de questions des membres.</li> </ul> <p>Olivia Roy-Malo effectue la présentation. Elle définit d'abord les impacts sociaux et psychologiques, pour ensuite survoler les facteurs modulant ces impacts. Elle aborde ensuite les évaluations des impacts sociaux et psychologiques, pour conclure sur les défis et avantages de l'évaluation des impacts sociaux et psychologiques.</p> <p><b>Retour sur les ateliers à partir des questions suivantes :</b></p> <p><b>1. Quelles sont les pratiques actuelles dans l'évaluation et la gestion des impacts psychosociaux dans vos équipes ?</b> Les pratiques actuelles sont diverses. <b>Dans certaines DSPu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ on tient compte des impacts sociaux et psychologiques dans les <b>évaluations d'impact sur la santé</b>, notamment pour le logement, mais il n'existe rien de structuré, d'écrit ou de formalisé pour justifier les actions. On pourrait se doter d'autres outils pour augmenter la systématisation.</li> <li>○ on ne fait pas d'évaluations formelles des impacts psychosociaux, <b>sauf dans le cadre de la procédure d'évaluation environnementale</b>. Il y a cependant une particularité dans le Nord, où les impacts psychosociaux sont systématiquement pris en compte.</li> <li>○ l'appréciation des impacts psychologiques et sociaux est associée à d'autres dossiers que ceux liés aux études d'impacts encadrés par la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE), notamment les signalements adressés à la direction de santé publique. On effectue rarement de grandes évaluations sur les projets, <b>on regarde plutôt si les</b></li> </ul>

**promoteurs de projets ont bien pris en compte les préoccupations mentionnées par les populations consultées.**

- les équipes de santé environnementale ne sont pas spécialisées sur ces questions, les équipes de SE collaborent donc avec les équipes en prévention et en promotion. Quand on parle de projets qui ne sont pas encore déposés, les organisateurs communautaires recueillent des préoccupations sur le terrain auprès des équipes de santé environnementale (ou des groupes citoyens contactent les équipes en santé environnementale).

**2. Quels sont les exemples d'impacts sociaux et psychologiques engendrés par des projets de développement sur votre territoire ou susceptibles d'être engendrés par de tels projets?**

- En vrac : nuisances reliées au bruit, aux odeurs, dérangement, identité culturelle, sécurité alimentaire, écoanxiété chez les jeunes.
- Étant en mode recommandation, le niveau de pouvoir ou de rôle d'influence des acteurs de SP est identifié comme un défi.
- On mentionne les tensions entre les groupes de citoyens voulant conserver le paysage et ceux voulant lutter contre les changements climatiques, deux groupes dont les discours sont difficiles à arrimer. On mentionne l'attachement au paysage et les menaces aux liens culturels.
- Ce qui découle d'événements météorologiques extrêmes et le maintien de la qualité de vie.
- On mentionne les changements de population dans un secteur où un projet a déjà fait l'objet d'une certaine acceptabilité sociale, mais où celle-ci s'effrite avec le temps et les changements de population. Dans le même ordre d'idées, on mentionne les changements d'acceptabilité en lien avec la couverture médiatique d'un autre problème de santé environnementale vécu ailleurs, cas où l'agenda médiatique devient un facteur de changement.

**3. Des projets non soumis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PÉEIE) peuvent engendrer des impacts sociaux et psychologiques. Quels sont les rôles et les leviers de santé publique ?**

- Rôles :
  - Écoute et médiation avec la population;
  - Représentation auprès des acteurs politiques et municipaux pour les informer, puisqu'il peut y avoir des conflits entre des groupes de citoyens et les municipalités.
- Leviers :
  - Nous avons peu de leviers, outre celui d'influencer les partenaires, de sensibiliser la population et d'adapter nos communications pour éviter d'ajouter d'autres impacts psychosociaux.
  - Les plaintes constituent un levier pour la santé publique.
  - Le lien de confiance entretenu avec les partenaires et la population. Et ce lien de confiance est renforcé lorsqu'on implique les parties prenantes.
- Frein : Certains mentionnent que le manque de temps, de ressources et d'expertises joue contre les DSPu dans la prise en compte des impacts psychosociaux et la capacité à favoriser la participation citoyenne.

**Autres questions et commentaires des membres :**

- On souligne l'importance de l'apparence d'impartialité. On soulève ainsi la crainte ou le risque de se faire instrumentaliser comme acteurs de santé publique, par l'une ou l'autre des parties prenantes. On mentionne la possibilité de faire appel à des

	<p>groupes d'experts indépendants (INSPQ), dans une optique d'apparence d'impartialité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• On mentionne un malaise présent dans certaines équipes de santé environnementale qui ne comportent aucun spécialiste des sciences sociales, à effectuer un travail d'évaluation des impacts psychosociaux. À cet égard, on soulève 1) l'évolution et le changement de paradigme de la santé environnementale qui devra à termes se préoccuper des éléments psychosociaux de certains projets qui ont plus d'impact pour la santé et le bien-être que certains impacts chimiques sur lesquels on travaille et sur lequel on ne lésine pas en termes de ressources, malgré les risques très faibles à la santé; 2) l'importance de travailler avec les autres équipes de santé publique, notamment en PP qui ont ce type de compétences.</li> </ul> <p><b>Quelques informations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un atelier sur la participation citoyenne en santé publique sera présenté lors d'une prochaine TCNSE.</li> <li>• Une journée thématique aux JASP portera sur les effets sociosanitaires de la filière batterie.</li> <li>• Une nouvelle formation sur la participation citoyenne en santé publique est disponible sur l'ENA et a été partagée sur la Communauté de pratique en santé environnementale.</li> </ul>
3. Nouvelles cartes des zones inondables	<p>Isabelle Demers (MSSS) présente les informations et le processus entourant la modernisation du projet de règlement s'appliquant en milieu hydrique. Il y avait, par le passé, deux classes de zones inondables (zones de grands courants et zones de faibles courants), alors que la nouvelle cartographie comprendra quatre classes de zones inondables, représentant l'intensité de l'aléa inondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Zones très élevées ;</li> <li>• Zones élevées ;</li> <li>• Zones modérées ;</li> <li>• Zones faibles.</li> </ul> <p>La nouvelle cartographie touchera près de 2% de la population du Québec, soit 77 000 logements, alors que ce nombre est environ de 22 000 actuellement (il y aura donc une augmentation de 55 000 logements avec la nouvelle cartographie).</p> <p>L'échéancier suivant est communiqué mais est <b>sous toutes réserves</b>, puisqu'elle est tributaire de décisions politiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Modernisation du cadre réglementaire sur les zones inondables en cours (déposé la semaine dernière au conseil des ministres), prépublication du règlement encadrant l'aménagement du territoire en zones inondables prévue au printemps 2024.</li> <li>• Cette prépublication sera accompagnée de <b>documents de vulgarisation</b> sur les changements apportés, ainsi que d'un guide méthodologique sur la nouvelle cartographie.</li> <li>• Cette prépublication sera également accompagnée d'une <b>consultation publique</b> qui sera un bon moyen pour les DSPu de se faire entendre sur les changements à venir (consultation débutant dans les prochains jours et terminant le 17 septembre 2024).</li> <li>• Des <b>webinaires</b> sont à venir, dont le premier le 20 juin (présentation générale sur la modernisation du cadre réglementaire) – dès que les informations seront connues, le MSSS va les relayer.</li> <li>• D'autres webinaires techniques (visant davantage les municipalités) vont avoir lieu en juillet.</li> <li>• Le MELCCFP vise une <b>adoption du projet</b> de règlement à l'automne 2024 (avec délais d'appropriation de plusieurs mois) et une entrée en vigueur au printemps – été 2025 (volonté du MELCCFP de donner du temps pour bien anticiper et gérer les impacts</li> </ul>

	<p>de cette nouvelle réglementation).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Aucune publication de cartes</b> avant l'entrée en vigueur du règlement. Les cartes seront publiées progressivement (pas tout le Québec en même temps). La publication des cartes va donc s'étirer dans le temps sur une assez longue période.</li> <li>• Le MSSS va poursuivre les échanges avec le MELCCFP afin de s'assurer que les intervenants de santé publique soient informés au fur et à mesure et impliqués dans les travaux lorsque pertinent.</li> </ul> <p><b>Questions et commentaires des membres :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• On se questionne sur l'assurabilité des 55 000 nouveaux logements qui seront en zones inondables. On répond qu'on n'a aucune information là-dessus pour le moment.</li> <li>• On demande s'il est possible d'obtenir l'analyse d'impact de la réglementation. On répond que dès qu'on a l'autorisation, tout ça sera rendu public et relayé.</li> <li>• La DSPu de la Capitale-Nationale ajoute que la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ), qui va approuver les nouvelles cartes, va lui fournir le nombre de personnes touchées et l'analyse de défavorisation sociale. Les enjeux comme l'assurabilité, l'hypothèque, la revente, etc., sont les éléments qui auront des impacts sociaux et psychologiques. Il serait intéressant de savoir qui va communiquer quoi aux populations touchées par les nouvelles cartes.</li> </ul>
4. Filière batterie	<p>Marie-France Boudreault (MSSS) informe les membres de la TCNSE que les travaux de la cellule de travail sur la filière batterie ont été présentés en TCNSP le 6 juin 2024. Diverses structurations des travaux ont été proposées aux directeurs de santé publique. Le modèle utilisé pour le dossier des changements climatiques a été présenté, mais n'a pas été retenu, étant donné le caractère politique de ce dossier. Les DRSP préfèrent donc que le MSSS assume le leadership. Des arrimages demeurent à faire au plan national, ainsi qu'un soutien à venir de la part de l'INSPQ. Un suivi pourra être fait plus tard, à la suite d'autres discussions tenues à la TCNSP.</p> <p><b>Questions et commentaires des membres :</b></p> <p>On mentionne que la DSPu de la Côte-Nord a été interpellée jusqu'à maintenant, dans un dossier qui touche également la DSPu du Nord-du-Québec, et on demande s'il existe une façon de se parler en table pour faire des analyses en amont, de l'extraction jusqu'à la transformation, lorsque les régions sources ne sont pas interpellées. <b>Suivi</b> : les régions concernées et le MSSS vont se contacter.</p>
5. Retour sur la préparation à l'éclipse: démystifier les rôles des parties prenantes	<p>Joanne Aubé-Maurice présente le point préparé par le comité préparatoire, dont l'objectif est de discuter des mécanismes de coordination employés pour les enjeux relatifs à l'éclipse. L'accent est mis sur les rôles des DSPu et de ceux de la Sécurité civile dans ce type d'évènement.</p> <p>Éric Lampron-Goulet du MSSS met la table à la discussion et identifie les éléments chronologiques <b>du point de vue national</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le MSSS a d'abord été sollicité par des regroupements d'astronomes amateurs;</li> <li>• Des discussions ont eu lieu en TCNSE en octobre 2023 pour mettre sur pied une cellule de travail dont les travaux ont commencé à l'automne 2023.</li> </ul>

- Le MSSS a sollicité l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ) afin de voir quelle serait leur approche dans le dossier de l'éclipse. La Sécurité civile a pris la décision de prendre le dossier en charge et de coordonner la réponse des autres ministères tandis qu'Urgence Québec devait s'occuper des communications.
- Des présentations furent faites à la Sécurité civile. Les différents enjeux relativement à l'éclipse ont été présentés.
- En janvier 2024, un document a été déposé aux coordonnateurs provinciaux de sécurité civile par la santé publique regroupant l'ensemble des messages nationaux concernant l'éclipse.
- Le site du gouvernement concernant l'éclipse a ainsi pu être mis en ligne en février 2024.

Le calendrier de mobilisation pour certaines régions dont l'Estrie est différent et a débuté plus tôt puisque des demandes des partenaires, dont ceux du milieu scolaire a favorisé la mise en mouvement.

**Q. La question principale de la discussion animée par Joanne Aubé-Maurice : Comment composer avec les défis de gestion des risques – y compris avec la Sécurité civile - qui touchent plusieurs régions, qui ne sont pas majeurs au niveau populationnel, mais qui nécessitent quand même d'être gérés?**

- Les dossiers d'envergure nationale émanent habituellement d'une ou de quelques régions. Comment arrime-t-on l'approche des premières régions interpellées avec le reste des organisations ? Quel est le bon mécanisme pour mobiliser des ressources collectivement ?
- Pour l'éclipse, la coordination gouvernementale a été prise en charge par la Sécurité civile et des messages harmonisés ont été diffusés via l'OSCQ. **Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine** nous partagent leur expérience : l'éclipse partielle a été vécue en Gaspésie et l'éclipse totale aux Îles. On a toutefois utilisé le même message en s'arrimant aux messages nationaux, mais on recevait des questions des deux situations. La fermeture des Centres de services scolaires a soulevé certains questionnements. Il a été considéré que c'était hors du champ de responsabilités de la DSPu.
- Certains membres d'équipes régionales et de l'INSPQ ont participé à la cellule de travail sur l'éclipse pour identifier les messages à la population. Ces messages tenaient compte des réalités régionales. À cet égard, on questionne la prise en charge de la coordination par l'OSCQ puisque l'éclipse ne correspond pas au type d'urgences gérées par la sécurité civile habituellement. Les participants remarquent que les messages élaborés par l'OSCQ étaient dans une logique de sécurité civile. Le message visait l'ensemble de la population, était moins précis pour des situations particulières, mais il créait peut-être moins de confusion auprès des populations que si on avait eu plusieurs messages.
- On mentionne que le volet de la surveillance et de la vigie des problèmes oculaires a été très bien géré. Le formulaire électronique de la Direction de la vigie sanitaire (DVS) de la DGSP pour effectuer des signalements vers le national a été un bon coup et a évité au régional d'avoir à faire de la collecte de données, de saisies, etc. Il s'agit d'un exemple de système centralisé qui permettrait de faire la vigie dans d'autres futures urgences.

**Q. Y a-t-il eu des liens régionaux avec la sécurité civile, et si oui, comment cela s'est-il déroulé ?**

- On mentionne une courte rencontre avec l'Organisation régionale de Sécurité civile (ORSC) regroupant les ministères et organismes concernés. Dès qu'on a su qu'un message gouvernemental venait et que c'était pris en charge par la sécurité civile, on a joué un rôle plus secondaire, sans contacter individuellement les partenaires. **Ça semble être le cas de**

	<p><b>plusieurs régions.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La DSPu de l’Estrie mentionne que de son côté, les échanges ont commencé avec les astronomes, les cégeps et les universités qui y voyaient une expérience pédagogique. Ces partenaires étaient craintifs que la DSPu arrive avec une approche contraignante. On ajoute que plusieurs rencontres avec la mission santé de la sécurité civile ont eu lieu plus tôt qu’au national. On ajoute que la MRC du Granit avait un comité de partenaires locaux dont faisaient partie des organisatrices communautaires (OC) de la DSPu. L’Estrie avait donc une structure à trois paliers, incluant le national.</li> <li>• Plusieurs régions mentionnent l’apport des OC et Éclaireurs pour prendre le pouls sur le terrain.</li> <li>• D’autres régions n’ont pas eu de rencontre avec l’ORSC et se sont attachées à la sécurité civile du CISSS, avec les autres directions cliniques.</li> <li>• À Montréal, on a eu plusieurs partenaires impliqués et des demandes provenant des milieux scolaires. Une équipe de la DRSP allait aux rencontres des mesures d’urgence.</li> <li>• Lorsque la sécurité civile est interpellée au niveau national, la DGSP n’est qu’une partie du rouage. Des messages ont été véhiculés assez tôt par la DGSP, mais c’est la sécurité civile et la direction des communications du MSSS qui les relayaient. Les directions responsables des différents établissements ou organisations sont responsables de faire circuler les messages dans leur réseau, ce qui est donc à géométrie variable.</li> <li>• On mentionne qu’un Flash vigie est en cours de préparation par la DVS. Un Info-santé avait été préparée par la DVS également, où on mentionne qu’il y a eu moins de 5 cas de lésion oculaire chez les 13-17 ans et aucune chez les moins de 13 ans.</li> </ul> <p><b>Quelques idées</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L’éclipse constituait-elle un événement de sécurité civile, ou un événement de masse avec certains risques de santé publique à évaluer, gérer et communiquer au sein de notre propre réseau ?</li> <li>• On se questionne à savoir s’il serait porteur que des évaluations soient faites auprès de personnes et partenaires ciblés par nos interventions pour voir comment on pourrait s’améliorer (tout en sachant que ceci prend du temps et des ressources).</li> <li>• On propose, lorsque nous n’avons pas de groupes de répondants, d’organiser une courte rencontre spéciale de la TCNSE, ce qui permettrait de rassembler rapidement les différentes préoccupations.</li> <li>• On dispose depuis peu d’un groupe de répondants sur les mesures d’urgence en santé environnementale (GR-MUSE) qui pourra aussi être sollicité dans d’autres situations à venir.</li> </ul>
6. Dossier logement	<p>Joanne Aubé-Maurice informe les membres de la TCNSE du dépôt du plan de travail 2024-2025 sur le logement. Elle mentionne que celui-ci structure les travaux autour de trois chantiers pour développer les compétences, le positionnement et le pouvoir d’agir et d’influence des acteurs de santé publique. Elle rappelle également que le cadre conceptuel de l’INSPQ a été publié.</p> <p><b>Suivi :</b> elle invite les membres à prendre connaissance de la documentation et d’acheminer les questions qui pourraient surgir à Angèle-Anne Brouillette et à Nicolas Lavallée.</p> <p><b>Question :</b></p>

	<p>Est-ce que les ressources sur les différents travaux sont déjà identifiées ? Oui, les travaux sont en continuité du GT logement. Il y a des professionnel.les et médecins en prévention et promotion de la santé, en santé environnementale et en surveillance, travaillant sur les grandes thématiques. Les préoccupations des acteurs de SE y sont prises en compte et les régions sont bien représentées sur les chantiers.</p>
7. Des nouvelles de la TCNSP	<p>Jean-Pierre Trépanier, directeur désigné par la TCNSP, résume quelques éléments de discussions abordés lors de la rencontre de la TCNSP des 6 et 7 juin dernier. Il précise que, outre le point sur la filière batterie mentionné précédemment dans la rencontre, certains dossiers d'intérêt ont été abordés, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le financement des Tables de concertation nationale ;</li> <li>• Santé Québec ;</li> <li>• le futur PNSP.</li> </ul> <p>Des informations pourront être communiquées aux équipes de santé publique via les gestionnaires et les directeurs régionaux de santé publique.</p>
8. Mot de la fin, évaluation de la rencontre, fiche pour information seulement et prochaine rencontre	<p>Marie-France Boudreault remercie les membres pour la rencontre. Elle rappelle que la prochaine rencontre aura lieu le 1<sup>er</sup> octobre en présentiel à Québec seulement. Elle invite les participants à remplir l'évaluation, dont le lien se trouve dans la conversation de la rencontre, et qui sera également envoyé par courriel.</p> <p><b>Notes sur les OGAT (sous-point traité dans la foulée du point 3 - Nouvelles cartes des zones inondables) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les nouvelles Orientations gouvernementales en aménagement du territoire (OGAT) ont été entérinées par le conseil des ministres dans les dernières semaines.</li> <li>• Le MSSS est en attente du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour donner des précisions sur les attentes associées à ces orientations (auprès des MRC, rôles des acteurs interministériels, dont la santé), etc.</li> <li>• À l'automne, dès qu'il aura des informations, le MSSS les communiquera aux DSPu.</li> </ul>